



# **ACTION SOCIALE PARIS**

## **EN DIRECT du CDAS DE PARIS**

### **DECLARATION LIMINAIRE AU CDAS DE PARIS**

#### **Le 14 septembre 2010**

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour l'examen du compte rendu d'activités de la Délégation de Paris pour l'année 2009. Nous ne pouvons, toutefois, méconnaître aujourd'hui les débats sur la réforme des retraites et sur les « affaires ».

Pour Solidaires Finances, cette réunion a une autre dimension car les questions posées au cours des dernières réunions n'ont toujours pas de réponses que ce soit en matière de restauration parisienne ou du suivi médico-social des agents. A ces premières interrogations, s'ajoutent en 2010 les conséquences de la rigueur sur la déclinaison des budgets ministériels et notamment sur le budget de l'action sociale.

L'action sociale est en danger, en péril et nous vous le rappellerons tout au long de la réunion à l'occasion de l'examen des différentes fiches du compte rendu qui appellent maintes observations ou précisions.

Les questions budgétaires ne doivent pas être occultées du débat, car la délégation ne fait que mettre en œuvre, outre les actions locales du BIL, les prestations ministérielles de l'action sociale, telles qu'elles sont entérinées par le CNAS ou proposées par les trois associations, ALPAF pour le logement, AGRAF pour la restauration parisienne et EPAF pour les colos et le tourisme social.

Le budget de l'Action Sociale est soumis à la réserve générale de 5% que SOLIDAIRES FINANCES condamne avec force ; au niveau des actions locales du CDAS, le BIL est concerné. Nous en avons déjà parlé lors d'une précédente réunion.

Les associations ALPAF, AGRAF et EPAF n'échappent pas à cette règle.

Mais en plus de ce gel pernicieux, les budgétaires de la Sous Direction, qui ne voient que les chiffres, ont considéré que les associations avaient une trésorerie trop importante, trésorerie qui leur permet de fonctionner et de répondre à la demande toujours plus importante des agents et de faire face à l'augmentation des coûts. C'est ainsi qu'ALPAF a été ponctionné de 5 millions d'euros, que les investissements AGRAF risquent d'être mis en veilleuse, notamment sur la réfection de Paganini avec seulement le projet de la mise en place d'une liaison froide, une aberration mais il semblerait qu'il n'y ait pas de petite économie, qu'EPAF risque d'être mis également prochainement à contribution pouvant remettre l'équilibre de l'association sauf, sans rentrer dans les détails, à limiter l'offre ou à augmenter les tarifs de manière très importante.

L'Action sociale est en péril, et de ce fait les agents subissent une double peine, la première ce sont pour les agents parisiens, des conditions de travail de plus en plus mauvaises, des réformes irréfléchies faites à la hussarde sans concertation véritable et déboussolant les agents qui font de plus en plus appel à l'action sociale, les statistiques du CRA sont éloquentes sur ce point, la seconde c'est la remise en cause des prestations de l'action sociale par le biais des restrictions budgétaires. Pour Solidaires, c'est inacceptable.

S'agissant des prêts délivrés par ALPAF, sur Paris uniquement, le nombre de prêts a explosé et les montants mandatés ont augmenté de 500 000 euros en 2009 par rapport à 2008, la question qui se pose aujourd'hui est : ALPAF aura-t-elle les moyens de continuer à délivrer ses prestations ?

S'agissant de la restauration, où sont les promesses qui nous ont été faites ? La restauration AGRAF à Argonne, la restauration des agents du site de Saint Hyacinthe au ministère de la Culture et l'emblématique réfection du restaurant de Paganini ou la cuisine semblerait être passée en perte au profit d'une énième liaison froide à partir de Palikao, les liaisons froides pourraient éventuellement être étendues, au détriment de la qualité et accompagnées de licenciement de personnels.

S'agissant du tourisme social et des colos, l'association mène une politique de communication active pour expliquer sa politique tarifaire largement subventionné et démontrer que ce n'est pas du superflu, tout cela ne mettant pas à l'abri l'association de la même rigueur budgétaire que les autres associations.

Au cours de cette réunion, nous ne pouvons passer sous silence les conséquences de la mise en place au 1<sup>er</sup> septembre de la DRFIP où tout devait être fait mais où tout reste à faire. SOLIDAIRES FINANCES, à plusieurs reprises, a demandé que les structures médico-sociales soient clairement précisées au 1<sup>er</sup> septembre, ainsi que les rattachements des agents aux structures existantes. Nous avons demandé un état des travaux des CMS, sur aucune des questions posées depuis le début de l'année nous n'avons eu la moindre réponse.

SOLIDAIRES FINANCES a également posé plusieurs fois la question de la pérennité et de la doctrine d'emploi des correspondants sociaux sur les sites les plus importants, la réponse est venue par la diffusion d'un organigramme nous indiquant que l'action sociale DRFIP comportait en tout et pour tout 4 agents (1 A et 3 B), et qu'ils étaient tous regroupés au siège du pôle transverse. Cet organigramme nous apprend aussi que ce ne sont plus les correspondants sociaux qui sont les interlocuteurs des assistants du service social mais un autre service de la RH du pôle transverse!!!! En l'absence de proximité, l'administration pourra dire qu'ils sont moins sollicités par les agents.

Jusqu'à présent, l'Action Sociale était relativement épargnée des coupes sombres budgétaires, aujourd'hui ce n'est plus le cas, mais ce n'est pas la première fois que SOLIDAIRES FINANCES tire la sonnette d'alarme. Bientôt le crash !!!

C'est un mécontentement supplémentaire qui va s'ajouter au raz le bol existant et déjà exprimé par les agents à maintes reprises.

Les représentants de SOLIDAIRES FINANCES au CDAS ou dans les instances ministérielles ne sont pas des empêcheurs de tourner en rond mais des acteurs à part entière de l'action sociale qui, en s'investissant, souhaitent la faire vivre au profit de tous les agents actifs et retraités des ministères économiques et financiers avec les correspondants sociaux, la délégation de Paris et tous les personnels concernés.

## **Les représentants de SOLIDAIRES FINANCES au CDAS de Paris**

**Christine BORG, Nicolas CHAMBON,  
Chantal TEMPLERAUD, Marc VEYRAT**